

Commission  
des relations  
du travail

Québec 

T76R421  
E88  
2004/05  
QL  
P. gouv.

---

---

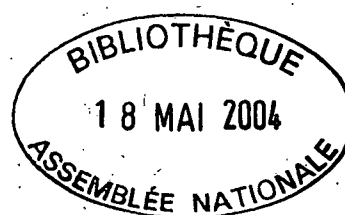
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2004-2005

---

---

### Demande de renseignements particuliers



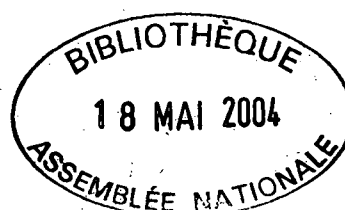
# COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2003-2004. Valeur du mandat.....	2
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	3
3. Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.....	4
4. Toute étude, analyse, avis et sondage concernant : • le harcèlement psychologique; • l'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.....	5
5. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.....	6
85. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année.	7
86. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la C.R.T.....	8
87. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.....	12
88. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....	13
89. Depuis la création de la C.R.T., par mois et selon le Code du Travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).....	14
90. Depuis la création de la C.R.T., par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).....	16
91. Budget de fonctionnement de la Commission en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.....	19
92. Effectifs de la Commission en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.....	20
93. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2003-2004 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.....	21



**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2003-2004. Valeur du mandat.

Aucun nouveau mandat 2003-2004.

Continuité du mandat confié en 2002-2003 à la SIQ de rechercher dans la ville de Québec à proximité des grands circuits d'autobus un local d'une superficie approximative de 2 000 mètres carrés pour regrouper dans un même édifice le siège social, le bureau régional, le greffe et les salles d'audience actuellement répartis dans divers lieux.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

Voir la réponse à la question 91 ainsi que le Cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.

L'information n'est pas accessible en vertu des articles 20, 33, 37, 38 et 39 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. Toute étude, analyse, avis et sondage concernant :
- le harcèlement psychologique;
  - l'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.

Aucune étude, analyse, avis ou sondage n'a été réalisés concernant ces sujets.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

5. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Question non pertinente à l'étude des crédits.

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

85. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	Année				
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Accueillies	603	562	392	457	431
Désistements	100	147	98	123	428
Règlements	0	0	0	0	3
Rejetées	72	68	55	25	26
Sous-total	775	777	545	605	888

Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	Année				
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Accueillies	34	15	17	3	3
Désistements	3	6	2	13	5
Règlements	2	1	1	2	5
Rejetées	14	16	3	6	4
Sous-total	53	38	23	24	17

Total	828	815	568	629	905
-------	-----	-----	-----	-----	-----

\* BCGT: Bureau du commissaire général du travail du ministère du Travail

\*\* CRT: Commission des relations du travail



**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

86. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la C.R.T.

Voir liste détaillée annexée.

**Liste des plaintes reçues du 1er avril 2003 au 31 mars 2004**  
**Plaintes selon les lois du secteur municipal**

No cas	Date réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20003285	2003-04-15	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2003-08-12	Règlements	Michel Dupont Ville de Sherbrooke
CM20003386	2003-04-16	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2003-11-26	Règlements	Corporation municipale de St-Barthélemy Michel Sylvestre
CM20003770	2003-05-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Nicole Martel Ville de Marieville Ville de St-Césaire
CM20004341	2003-05-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Danielle Bonneau Municipalité de la Paroisse de Saint-Alphonse de Granby
CM20004954	2003-06-30	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu Yvan Fortin
CM20005319	2003-07-03	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2003-08-22	Désistements	La Corporation Municipale du Canton d'Aumond Serge Grondin
CM20006375	2003-09-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2004-03-31	Règlements	Jocelyne Angers Ville de St-Césaire
CM20006557	2003-09-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2003-12-22	Règlements	Danielle Rioux Ville de Bromont
CM20006750	2003-09-24	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2004-01-20	Désistements	Monique Hewitt Municipalité de Mille-Iles
CM20006933	2003-10-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Érick Harnois Paroisse de l'Épiphanie Ville de l'Assomption Ville de L'Épiphanie
CM20007233	2003-10-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean Perreault Municipalité de Cantley
CM20007288	2003-10-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Denis Larochelle Ville de Salaberry-de-Valleyfield

No cas	Date réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20007843	2003-11-04	Code municipal du Québec (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2004-01-29	Règlements	Corporation municipale de St-Barthélemy Jean Charland
CM20008108	2003-11-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2004-02-27	Désistements	Mario Carreau Village Nordique de Tasiujaq
CM20008268	2003-11-24	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean Parenteau Municipalité de Yamaska
CM20008527	2003-12-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Pierre Bolduc Ville de Montréal
CM20008567	2003-12-12	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Danielle Gosselin Municipalité de Sainte-Cécile de Whitton
CM20008791	2003-12-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Lionel Desrochers Municipalité St-Edouard-de-Fabre
CM20009021	2004-01-13	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Municipalité de Mille-Iles Réal Chayer
CM20009681	2004-02-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Éric Massie Ville de Brownsburg-Chatham
CM20009684	2004-02-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Guy Tremblay Ville de Montréal
CM20009710	2004-02-10	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Benoit Belisle Municipalité de Rawdon
CM20010151	2004-03-01	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués			Municipalité de Bois-Franc Pierre Beaudoin
CM20010582	2004-03-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Martin Paquette Ville de Saint-Jérôme
CM20010628	2004-03-12	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués			Daniel St-Onge Ville de Windsor
CM20010722	2004-03-16	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués			Christian Poirier Municipalité de Frelighsburg
CQ20004278	2003-05-21	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Municipalité de Notre-Dame-des-Monts Nicole Williams

No cas	Date réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CQ20004573	2003-05-27	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2003-11-07	Règlements	Jean-Guy Duguay Ville de Paspébiac
CQ20006394	2003-09-08	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	2003-10-09	Désistements	Denyse Albert Ville de Rimouski
CQ20006493	2003-09-11	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Daniel Robert Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès
CQ20007500	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Pierre Boulay Ville de Lévis
CQ20007501	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Lyse Routhier Ville de Lévis
CQ20007502	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Michel Laliberté Ville de Lévis
CQ20007503	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Benoît Chevalier Ville de Lévis
CQ20007504	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Jean Côté Ville de Lévis
CQ20007505	2003-10-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Linda Rainville Ville de Lévis
CQ20007601	2003-10-27	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Gervais Pedneault Municipalité de Colombier
CQ20009530	2004-02-02	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Marc-André St-Onge Municipalité de Caplan
CQ20010694	2004-03-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Bernard Roux Ville de Victoriaville

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

86. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la C.R.T.

Voir liste détaillée annexée.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

87. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.

Voir réponse de la question 85.

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

88. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

**Question 88: Délais de traitement (jours) des cas réglés au cours des cinq dernières années financières (1999-2004)**

Lois	Médiane <sup>1</sup>		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 1999-2000					
Code du travail	165	200	310	389	4 605
Loi sur les normes du travail	199	246	232	326	4 226
Autres lois	116	186	248	327	20
Total	179	228	273	359	8 851

**Année 2000-2001**

Code du travail	140	196	299	393	4 576
Loi sur les normes du travail	165	241	223	345	4 007
Autres lois	115	271	186	441	15
Total	149	209	257	360	8 939

**Année 2001-2002**

Code du travail	106	141	246	397	4 778
Loi sur les normes du travail	134	244	186	349	3 894
Autres lois	108	191	151	240	70
Total	114	182	216	367	8 992

**Année 2002-2003**

Code du travail	117	159	218	348	4 763
Loi sur les normes du travail	147	235	183	336	3 652
Autres lois	124	154	168	238	70
Total	121	176	199	334	8 800

**Année 2003-2004**

Code du travail	85	131	205	626	5 516
Loi sur les normes du travail	170	289	197	381	3 607
Autres lois	129	225	201	314	75
Total	124	215	202	527	9 198

<sup>1</sup> Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

89. Depuis la création de la C.R.T., par mois et selon le Code du Travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).

Question 89a: Nombre de conciliation prédécisionnelles depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2004)					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations non réussies	Conciliations terminées et conclues	Total
Loi sur les normes du travail	2002	Novembre	4	6	10
		Décembre	8	81	89
	2003	Janvier	14	88	102
		Février	22	89	111
		Mars	25	108	133
		Avril	25	93	118
		Mai	20	110	130
		Juin	17	73	90
		Juillet	6	44	50
		Août	16	31	47
		Septembre	34	102	136
		Octobre	22	130	152
		Novembre	22	88	110
		Décembre	14	50	64
	2004	Janvier	14	104	118
		Février	10	96	106
		Mars	23	100	123
Total			296	1 393	1 689
Code du travail	2002	Novembre	1		1
		Décembre	3	6	9
	2003	Janvier	18	37	55
		Février	7	35	42
		Mars	13	63	76
		Avril	9	33	42
		Mai	15	40	55
		Juin	13	35	48
		Juillet	4	9	13
		Août	1	6	7
		Septembre	6	31	37
		Octobre	10	55	65
		Novembre	3	32	35
		Décembre	1	6	7
	2004	Janvier	8	35	43
		Février	24	24	48
		Mars	5	19	28
Total			141	466	611



**Question 89b: Nombre de cas conclus depuis la création de la C.R.T.  
(du 25 novembre 2002 au 31 mars 2004)**

Année	Mois	Décisions						Total
		Accueillies	Désiste- ments	Règlements	Rejetées	Enquêtes complétées	Enquêtes interrompues	
<b>2002</b>	Novembre	12	29	34	9	1		85
	Décembre	94	157	178	43	1		473
<b>2003</b>	Janvier	197	243	293	75			808
	Février	219	239	262	92			812
	Mars	257	216	153	68	5	18	717
	Avril	153	300	309	74			836
	Mai	231	192	303	98			824
	Juin	182	233	206	351			972
	Juillet	180	305	237	72			794
	Août	170	163	133	48			514
	Septembre	260	233	161	53			707
	Octobre	346	285	170	85			886
	Novembre	216	196	179	96			687
	Décembre	143	212	142	37			534
<b>2004</b>	Janvier	169	322	188	56			735
	Février	190	458	182	101			931
	Mars	245	300	138	96			779
<b>Total</b>		<b>3 264</b>	<b>4 083</b>	<b>3 268</b>	<b>1 454</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>12 094</b>

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

90. Depuis la création de la C.R.T., par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Question 90a: Délais de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2004) par mois					
Mois	Médiane <sup>1</sup>		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
25 novembre-décembre 2002	79	133	182	260	214
Janvier 2003	126	176	280	409	407
Février 2003	100	141	224	323	471
Mars 2003	88	102	143	219	420
Avril 2003	109	132	191	326	332
Mai 2003	69	75	135	217	434
Juin 2003	111	583	160	2 259	676
Juillet 2003	94	182	270	433	439
Août 2003	77	84	248	381	310
Septembre 2003	113	124	365	462	459
Octobre 2003	131	133	201	304	609
Novembre 2003	131	209	178	383	657
Décembre 2003	91	160	226	470	227
Janvier 204	82	116	180	368	372
Février 2004	48	605	179	653	605
Mars 2004	47	52	237	398	381

Loi sur les normes du travail					
25 novembre-décembre 2002	164	232	164	296	341
Janvier 2003	164	242	195	318	392
Février 2003	176	251	212	328	336
Mars 2003	180	253	192	330	271
Avril 2003	146	206	162	256	500
Mai 2003	133	229	159	294	384
Juin 2003	150	229	179	293	289
Juillet 2003	168	289	191	417	349
Août 2003	183	330	247	460	200
Septembre 2003	167	290	206	362	240
Octobre 2003	175	269	204	381	241
Novembre 2003	180	313	203	399	242
Décembre 2003	186	432	216	518	185
Janvier 204	188	394	224	495	265
Février 2004	183	289	210	354	223
Mars 2004	174	307	191	412	268

<sup>1</sup> Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

**Question 90b: Délais de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 31 mars 2003 selon les principaux articles**

Mois	Médiane <sup>1</sup>		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	113	179	216	344	119
Article 25 - champs libre*	46	49	102	171	219
Article 25 - conflit*	61	66	224	363	94
Article 39 - modification*	58	58	123	162	255
Article 39 - statut de salarié*	211	364	381	585	158
Article 41 - révocation*	52	57	164	180	89
Article 45 - transmission*	105	106	174	243	185
Article 47,3 - renvoi*	67	67	69	69	26
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	18	21	25	38	8
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	61	61	61	61	2

**Loi sur les normes du travail**

Article 122 - plainte*	56	153	151	274	421
Article 122,1 - (retraite)*	123	264	215	542	16
Article 122,2 - (maladie)*	37	127	105	215	368
Article 124 - plainte congédiement*	245	333	282	418	522
Article 128 - indemnité*	185	395	212	349	13

**Question 90c: Délais de traitement (jours) des cas réglés du 1er avril 2003 au 31 mars 2004 selon les principaux articles**

Mois	Médiane		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	107	283	205	441	433
Article 25 - champs libre*	53	68	224	1647	739
Article 25 - conflit*	52	58	100	1686	278
Article 39 - modification*	66	67	121	156	1076
Article 39 - statut de salarié*	239	571	497	799	662
Article 41 - révocation*	38	38	97	200	203
Article 45 - transmission*	55	281	167	518	888
Article 47,3 - renvoi*	113	134	126	150	165
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	37	48	53	72	109
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	59	72	106	128	18

**Loi sur les normes du travail**

Article 79,1 - plainte (maladie ou accident)*	114	130	112	125	46
Articles 79,7 et 79,8 - plainte (familiale ou parentale)*	130	140	113	128	8
Article 86,1 - plainte*	0	0	0	0	0
Article 122 - plainte congédiement*	140	273	161	354	914
Article 122,1 - (retraite)*	167	237	160	325	36
Article 122,2 - (maladie)*	138	273	159	345	791
Article 124 - plainte congédiement*	196	317	235	417	1768
Article 128 - indemnité*	150	314	199	465	44

<sup>1</sup> Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Article 16 - congédiement CT: Plainte en mesures disciplinaires - congédiement  
Article 25 - champs libre CT: Requête en accréditation, champ libre  
Article 25 - conflit CT: Requête en accréditation, conflit  
Article 39 - modification CT: Requête en modification d'accréditation  
Article 39 - statut de salarié CT: Requête en interprétation et statut de salarié  
Article 41 - révocation CT: Requête en révocation d'accréditation  
Article 45 - transmission CT: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)  
Article 47,3 - renvoi CT: Plainte pour manquement au devoir de juste représentation - renvoi  
Article 79,1 - plainte (maladie ou accident) LNT: plainte en congédiement, suspension ou déplacement  
Articles 79,7 et 79,8 - plainte (familiale ou parentale) LNT: plainte en congédiement, suspension ou déplacement  
Article 114, 118 & 119 CT: Requête en ordonnance reliée à une accréditation et sans accréditation  
Article 122 - (retraite) LNT: Plainte en congédiement - général  
Article 122 - (maladie) LNT: Plainte en congédiement - maladie  
Article 124 LNT: Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante  
Article 128 - indemnité LNT: Requête pour fixation d'indemnité

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

91. Budget de fonctionnement de la Commission en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Catégorie de dépenses	Demandes budgétaires 2003-2004	Demandes budgétaires 2004-2005
<b>RÉMUNÉRATION</b>	<b>8 664 250</b>	<b>9 715 233</b>
03 Transport et communication	528 000	402 427
04 Services professionnels	1 240 000	1 193 440
05 Entretien et réparations	66 000	26 000
06 Location	1 284 900	1 440 900
07 Fournitures et approvisionnement	65 000	55 000
08 Matériel et équipements	100 850	45 000
11 Autres dépenses	2 000	2 000
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 286 750</b>	<b>3 164 767</b>
<b>67 AMORTISSEMENT</b>	<b>129 000</b>	<b>200 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 080 000</b>	<b>13 080 000</b>

## COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

92. Effectifs de la Commission en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

**Effectifs 2003-2004**  
**Répartition du personnel par catégorie d'emploi**  
**Au 31 mars 2004**

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	29	0	29
Cadre	5	0	5
Professionnel	30	6	36
Technicien et employé de bureau	43	2	45
Total	110	8	118

**Prévision effectifs 2004-2005**

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	31	0	31
Cadre	5	0	5
Professionnel	32	6	38
Technicien et employé de bureau	43	2	45
Total	114	8	122

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL****ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

93. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2003-2004 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Voir liste annexée.

**Liste des plaintes reçues du 1er avril 2003 au 31 mars 2004**  
**Plaintes selon la Charte de la langue française**

No cas	Date réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20003287	2003-04-15	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Décision : Désistements, règlements	2003-09-09	Règlements	Combined Insurance Compagny of America Compagnie d'Assurance Combined d'Amérique Denis Bourdon
CM20003487	2003-04-23	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Décision : Désistements, règlements	2003-09-09	Règlements	Combined Insurance Compagny of America Compagnie d'Assurance Combined d'Amérique Patricia Touchette
CM20006322	2003-09-02	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Décision : Désistements, règlements	2003-10-24	Désistements	Altitude 737 Jérôme Dupont Rachiele
CM20006510	2003-09-09	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Décision : Désistements, règlements	2003-10-15	Désistements	Altitude 737 Jérôme Dupont Rachiele
CM20007165	2003-10-08	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Alexandre Blais Gouvernement du Québec SAAQ / Contrôle routier
CM20007166	2003-10-08	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Christian Girard Gouvernement du Québec SAAQ / Contrôle routier
CM20007424	2003-10-20	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas inactifs suite à la demande des parties			François Côté Gouvernement du Québec SAAQ / Contrôle routier
CM20007425	2003-10-17	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Daniel Haché Gouvernement du Québec SAAQ / Contrôle routier
CM20007806	2003-10-27	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas inactifs suite à la demande des parties			France Langlois Gouvernement du Québec SAAQ / Contrôle routier
CM20008116	2003-11-17	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Cas convoqués			Centre hospitalier de St. Mary Richard Caven
CM20008253	2003-11-24	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.46)	Décision : Rejetées	2004-03-17	Rejetées	Besrat Tumrou Telus Mobilité
CM20008656	2003-12-16	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Cas convoqués			Les magasins HTC inc. Patrick Jacob
CM20010022	2004-02-23	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Cas convoqués et assignés aux ART			François Rollet Vivagest inc. Vivavision inc.
CM20010201	2004-02-13	CLF - Plainte selon la Charte de la langue française(art.45)	Cas convoqués			Edward Jones Joseph Saliba
Nb. 1						